

**Colombie - Processus de paix -
Réponse de M. Jean Marc Ayrault,
ministre des affaires étrangères et
du développement international, à
une question écrite au Sénat
(Paris, 02 février 2017)**

La France a, dès l'origine, soutenu la négociation engagée à partir de 2012 par le gouvernement colombien avec la guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC). Elle s'est réjouie de la signature de l'accord de paix du 24 novembre 2016, désormais entré en vigueur. Les autorités françaises, à l'occasion des récents voyages en Colombie du président de la République et du ministre des affaires étrangères et du développement international, entendent saisir toutes les occasions pour conforter le président Juan Manuel Santos dans ses efforts de paix.

L'appui de la France au processus de paix colombien est tout d'abord bilatéral, avec un total des engagements de l'Agence française de développement en faveur de la Colombie, depuis 2009, atteignant 1,8 milliard de dollars, dont 811 millions de dollars dans des opérations contribuant directement au «post-conflit». Ces prêts concernent principalement le développement rural, la gouvernance foncière et le cadastre, sujets étroitement liés à la mise en oeuvre du processus de paix. Il faut y ajouter les dons ciblés sur le post-conflit, avec environ 1,6 millions d'euros déboursés depuis 2012, essentiellement pour le développement rural, le cadastre, le déminage et la politique mémorielle.

Au niveau européen, sur la période 2014-2017, la France participe à hauteur de 12 millions d'euros à l'aide de l'UE en faveur de la Colombie. Cette aide s'inscrit, directement ou indirectement, dans le cadre du soutien à la dynamique de paix. La France participe également à hauteur de 3 millions d'euros au Fonds européen de soutien au processus de paix colombien, signé le 12 décembre 2016. Les priorités de ce fonds concernent les domaines du développement rural, du cadastre, de l'initiative privée en milieu rural, de la gouvernance et de la participation de la société civile, en cohérence avec les enjeux du processus de paix. Elles rejoignent, de fait, les grands axes de l'aide bilatérale française.

Dans la diversité de cette aide, la France est attentive à soutenir la société civile colombienne et les acteurs engagés pour la protection des droits humains fondamentaux. C'est notamment le sens des dons aux organisations non gouvernementales et associations dans le domaine du renforcement institutionnel, de la pédagogie de la paix ou de la politique mémorielle (Transparencia, Maisons rurales, Ciudad Verde, Centre pour la mémoire historique).

Dans le même esprit, la France décerne chaque année, conjointement avec l'Allemagne, un prix franco-allemand des droits de l'Homme en Colombie, octroyé par un jury composé des ambassadeurs français et allemand en Colombie et de défenseurs des droits de l'Homme. Ce prix, lancé en 2010, a connu un succès croissant, passant d'une vingtaine de candidatures lors

des trois premières éditions à plus de soixante en 2016. Il vise à valoriser la diversité des initiatives qui s'expriment en matière de défense des droits de l'Homme et sont souvent liées au processus de paix./.

(Source : site Internet du Sénat)